

Initiatives parlementaires

ment ne remplit pas ses responsabilités. Quelle belle image, quelle belle réalité de notre société si riche et développée!

La passivité du gouvernement est indécente. Le ministre responsable du logement social nous dit que les coffres sont vides, et qu'il faut attendre certaines économies que pourrait réaliser la SCHL au cours des prochaines années. L'attente, toujours l'attente! Les libéraux sont des attentistes. Ils sont bien assis sur leur siège et espèrent que les bonnes choses arriveront et qu'elles nous tomberont probablement du ciel. Quelle vigueur! Quel courage et surtout quelle originalité de la part de ce nouveau gouvernement!

Ce n'est pas dans dix ans, madame la Présidente, qu'il faut des logements sociaux, c'est maintenant. Tous les organismes, toutes les municipalités, toutes les grandes villes demandent à l'unisson le rétablissement et la majoration des fonds dans le logement social. Les libéraux sont sourds et aveugles. Ça fait six mois que vous êtes là, vous les libéraux, et vous demandez encore à la population d'être patiente.

Nous de ce côté de la Chambre demandons au gouvernement de dégager tout de suite l'argent public afin que nous puissions dès maintenant débiter des projets. Vous n'avez pas d'argent? Eh bien dégraissez, assainissez les finances publiques et éliminez les paradis fiscaux des gens les plus riches. Si vous aviez un peu de courage, si vous aviez un peu de volonté vous feriez vos devoirs et vous en trouveriez des fonds.

Au Québec, la situation est d'autant plus difficile car le nombre de locataires est plus important. Le problème est plus aigu, plus urgent. Le fédéral se désengage et son petit frère provincial, rouge lui aussi, ne réagit pas très fort.

N'empêche que le rôle du fédéral demeure en cette matière. Nous du Québec payons des impôts fédéraux et avons droit à notre juste part. Voilà ce que nous demandons au gouvernement. Donnez au Québec la part des deniers publics qui lui revient et il s'arrangera bien avec son logement social. La Société d'habitation du Québec possède tous les outils et toute l'expertise pour développer ses propres programmes.

Bientôt les Québécois et les Québécoises décideront de leur avenir. Nous serons alors maîtres d'oeuvre de tout notre développement social et économique. D'ici ce temps, donnez-nous notre part et cessez de laisser pour compte les mal logés et les plus démunis à travers le pays. L'attente et la patience ont des limites.

• (1850)

[Traduction]

Mme Georgette Sheridan (Saskatoon—Humboldt): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi que de prendre aujourd'hui la parole sur cette motion, au nom du gouvernement du Canada.

[Français]

Je suis heureuse d'avoir l'occasion de souligner l'engagement de ce gouvernement en matière de logement, un engagement qui reconnaît le droit de chaque Canadien, pas seulement les gens du

Québec, d'avoir un logement convenable et abordable. C'est en fait un engagement qui tient à coeur à ce gouvernement.

Je ne crois pas qu'il y ait un seul député dans cette Chambre qui ne reconnaisse pas l'importance du logement pour notre qualité de vie et la prospérité de nos collectivités.

Notre gouvernement entend continuer à contribuer de façon importante au logement et de collaborer avec ses nombreux partenaires afin que le plus de Canadiens possible puissent trouver un logement convenable et abordable.

En outre, ce gouvernement appuie vigoureusement le logement social et respecte ses promesses, compte tenu de sa situation financière actuelle.

[Traduction]

Notre façon de procéder assure le juste équilibre entre les restrictions financières nécessaires et l'importance de reconnaître et de combler les besoins sociaux des plus vulnérables de nos compatriotes.

Le gouvernement fédéral a à coeur de coordonner ces questions à l'échelle nationale, pour faire en sorte que tous les Canadiens soient bien logés. Le gouvernement fédéral a renouvelé son engagement à maintenir à environ 2 milliards de dollars annuellement la somme consacrée aux logements sociaux. Ce financement nous permet d'offrir de l'aide à quelque 659 000 ménages à faible revenu, d'un bout à l'autre du Canada. On note parmi eux des personnes seules, des familles, des personnes âgées, des personnes handicapées, des autochtones et des gens comme vous et moi qui ne parviennent pas à se payer seuls un logement qui leur convienne.

Compte tenu des difficultés dues au déficit, cet engagement est loin d'être négligeable. C'est un engagement important qui montre la volonté du gouvernement de soulager la misère des Canadiens les plus vulnérables.

Permettez-moi de souligner également que ces dépenses sont un puissant stimulant de l'économie, parce qu'elles créeront beaucoup d'emplois, année après année, dans des localités des quatre coins du pays.

Comme mes collègues le savent bien, nous avons pris des mesures immédiates pour rétablir le Programme d'aide à la remise en état des logements. Ce programme vise aussi à aider les Canadiens à faible revenu à combler leurs besoins fondamentaux en matière de logement. Les subventions versées dans le cadre de ce programme permettent aux bénéficiaires de maintenir leur foyer dans un état de salubrité qui satisfasse aux normes en vigueur.

La contribution fédérale de 100 millions de dollars sur deux ans aidera grandement les Canadiens à faible revenu à faire les réparations de base à leur résidence.

Cet engagement de ressources considérables permettra aussi de stimuler l'économie puisque cela contribuera à créer des milliers d'emplois, directs et indirects, tant dans la construction que dans le monde de l'immobilier, la fabrication et d'autres services connexes.